

POLITIQUE

ÉTRANGÈRE

CANADIENNE



Affaires extérieures External Affairs
Canada Canada

DÉCLARATIONS ET DISCOURS

Comment réintroduire
la dimension humaine
dans les relations internationales

Allocution de M. Douglas Roche,
ambassadeur au désarmement

Canada

LENINGRAD, URSS

le 13 décembre 1986

COMMENT RÉINTRODUIRE LA DIMENSION HUMAINE DANS
LES RELATIONS INTERNATIONALES

Qu'en est-il du rôle des simples citoyens dans les grandes questions de sécurité qui nous préoccupent aujourd'hui?

Dans cette troisième allocution en Union soviétique, je voudrais traiter de la dimension humaine dans les relations internationales. J'aborderai la question sous deux aspects qui, l'un et l'autre, revêtent une grande importance aux yeux du gouvernement canadien: d'une part, la contribution que peuvent apporter les contacts entre les personnes à l'édification d'un monde meilleur et, d'autre part, le rôle de la dimension humaine dans le processus de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

Trop souvent, nous envisageons les relations internationales sur le seul plan des relations entre chefs d'État ou représentants de gouvernements, dans le cadre de visites officielles ou de rencontres formelles. Nous pensons rarement au rôle des simples citoyens dans la conduite de ces relations. Pourtant, ce sont eux qui constituent le corps politique. S'il est vrai que les gouvernements donnent forme à l'expression collective de l'opinion publique, il reste que les individus - l'essentielle dimension humaine - peuvent et doivent jouer un rôle sur la scène internationale.

Nous avons parfois tendance à demeurer sceptiques lorsqu'on nous dit qu'il est possible, en empruntant des voies autres qu'officielles, d'améliorer les relations internationales et de dissiper les tensions et les malentendus actuels. Pourtant, les échanges, les contacts et le dialogue entre les personnes, hors du cadre rigide des structures administratives et politiques, sont enrichissants à bien des égards et peuvent aider à abattre les barrières de la méfiance et du soupçon qui parfois se dressent entre les peuples. Les efforts pour instaurer un climat international sain ne doivent pas être l'apanage des sphères officielles; il existe bien d'autres moyens de lancer des ponts entre les peuples et les cultures dans notre monde souvent troublé et dominé par l'égoïsme et la recherche de l'intérêt propre.

Nous devons reconnaître que nous partageons tous la même planète et qu'il nous faut apprendre à vivre ensemble en dépit des différences idéologiques et de la

méfiance qui souvent nous divisent. C'est cette vision d'une humanité unique qui a présidé à la fondation des Nations Unies en 1945, comme à la création du réseau d'organismes onusiens qui, par une approche multilatérale et coopérative, nous ont permis de réaliser tant de progrès dans tant de domaines - le développement international, la santé, l'éducation, le commerce mondial, et j'en passe. Pourtant, ces mêmes institutions sont aujourd'hui en butte aux attaques incessantes de certains milieux et ont grand besoin de l'appui de tous les États membres des Nations Unies.

Le Canada, pour sa part, a réaffirmé publiquement et à maintes occasions la constance de son attachement au système des Nations Unies. Nous savons que l'Organisation n'est pas exempte de problèmes, mais nous sommes résolus à l'améliorer de l'intérieur. Nous sommes convaincus que les Nations Unies nous apportent le moyen d'étendre le développement économique, d'atténuer les tensions mondiales et d'améliorer le respect des droits de l'homme.

J'ai indiqué par le passé que nous devons envisager les relations internationales dans la perspective de la solidarité planétaire. Nous vivons dans un monde d'une interdépendance telle que les décisions politiques et les mesures économiques prises dans un pays peuvent avoir une profonde influence sur les citoyens d'un autre pays, pourtant éloigné de milliers de kilomètres. Notre monde est certes composé d'un grand nombre de nations, dotées de langues, de cultures et de systèmes socio-économiques différents, mais nous sommes de plus en plus tributaires les uns des autres pour notre prospérité - que dis-je, pour notre survie.

Je suis d'avis que le dialogue et les contacts humains peuvent beaucoup contribuer à l'édification d'un monde meilleur. En nous ouvrant au reste du monde, nous deviendrons plus sensibles aux autres peuples et plus conscients de notre communauté d'intérêts. Nous comprendrons mieux alors que nous partageons tous la même planète. Nous prendrons conscience de nos responsabilités mondiales et en viendrons à nous considérer comme des citoyens du monde et non plus d'une seule nation.

Il faut que la coopération remplace l'affrontement dans la conduite des relations internationales, afin que se renforcent la sécurité et le développement économique de tous les États. Et quand je dis sécurité, je ne veux pas simplement parler de la disparition de toute agression. Il s'agit ici de la sécurité dans son sens large, qui englobe

le développement économique et social, le respect et la protection des droits de l'homme, la liberté d'établir des contacts humains, l'élimination de la discrimination et de l'injustice - de même que la poursuite d'intérêts légitimes de défense nationale et la recherche de mesures de contrôle des armements et de désarmement.

Mais par quels moyens parviendrons-nous à réintroduire la dimension humaine dans les relations internationales? La réponse est simple: par la multiplication des contacts, qu'il s'agisse des voyages, des échanges universitaires et scientifiques, des contacts et de la correspondance entre les personnes ou du "jumelage" de nos villes. Ce ne sont là que quelques suggestions. En fait, les possibilités sont pratiquement illimitées. Je n'en veux pour exemple que les importants contacts qui se sont établis entre nos deux pays grâce à notre amour commun du hockey. Au début de 1987, les équipes canadienne et soviétique se rencontreront à nouveau, à Québec, dans le cadre de "Rendez-vous 87", à la faveur de nos "contacts de hockey" qui sont suivis de près et également appréciés par nos deux peuples.

Bien souvent, les contacts s'établissent par l'intermédiaire des organisations non gouvernementales (ONG). Au Canada, je suis heureux de le constater, le réseau d'ONG s'étend sans cesse, ce qui permet à un nombre grandissant de Canadiens d'exprimer leurs préoccupations quant à la situation internationale et d'agir sur cette situation. Les ONG se multiplient dans le domaine du désarmement, mais elles sont aussi fort actives dans d'autres domaines, comme l'assainissement de l'environnement, la défense des droits de l'homme et la promotion du développement. Transcendant les frontières nationales, ces organisations se mettent en rapport avec des ONG d'autres pays pour travailler ensemble à la réalisation de leurs objectifs communs.

L'an dernier, j'ai pris la parole à Toronto à l'occasion d'une conférence parrainée par l'organisation "Physicians for Social Responsibility", qui regroupe des médecins canadiens préoccupés par la menace d'une guerre nucléaire. Plusieurs citoyens soviétiques participaient à cette conférence, à l'issue d'un tour du Canada qui leur avait permis de discuter des questions nucléaires avec un grand nombre de Canadiens. Mais les médecins ne sont pas les seuls à se regrouper ainsi; les avocats, les enseignants, les étudiants ont tous mis en place leurs propres réseaux d'ONG afin de sensibiliser le public et de renforcer le dialogue sur ces questions.

Le jumelage nous offre un autre important moyen de communication. Il s'agit d'une tradition bien établie au Canada, où plus de 200 villes sont jumelées à des municipalités soeurs tant au pays qu'à l'étranger. Ainsi, Vancouver, notre porte sur le Pacifique, est jumelée depuis 1944 à Odessa dans votre pays, ce qui a facilité les contacts entre citoyens de ces deux villes et permis d'améliorer la compréhension entre l'Est et l'Ouest. Winnipeg, notre grande ville des Prairies, est jumelée à Lvov, Thompson à Aldan, et Kingston s'apprête à se jumeler à Yaroslav. À mes yeux, le jumelage a pour grand avantage qu'il permet de bâtir la coopération et la compréhension internationales au niveau des municipalités et d'atténuer les tensions et la méfiance entre les pays. Qu'il soit axé sur les échanges culturels ou les débouchés commerciaux, le jumelage apporte toujours des enseignements pratiques.

À mesure que je fais connaissance avec votre pays, je me rends mieux compte de l'importance des contacts humains, aussi bien pour nos relations bilatérales que pour l'ensemble de la situation Est-Ouest. Je me permettrai de rappeler ici les paroles prononcées par M. Clark à Moscou l'an dernier:

"Ma visite en Union soviétique montre à quel point le gouvernement canadien est convaincu que, par le biais de tels contacts, nous pourrions promouvoir nos intérêts respectifs, renforcer notre confiance mutuelle et contribuer à atténuer les tensions internationales. Il serait naïf de nier l'importance des différences entre le Canada et l'Union soviétique, mais ces différences mêmes nous donnent autant de raisons de redoubler d'efforts pour chercher à nous comprendre l'un l'autre."

Voici quelques semaines, à l'issue de la Sixième réunion de la Commission mixte Canada-URSS à Ottawa, nos deux pays ont signé un programme portant sur les échanges scientifiques, universitaires et culturels pour 1987 et 1988. La signature de ce programme reflète la conviction du gouvernement que les échanges entre les personnes peuvent grandement promouvoir la compréhension internationale et contribuer à atténuer les tensions entre l'Est et l'Ouest.

Ce sont les programmes de ce genre - parce qu'ils font appel aux contacts directs entre les personnes - qui peuvent favoriser la compréhension entre l'Est et l'Ouest.

Après tout, il nous faut dissiper la méfiance qui trop souvent caractérise la relation Est-Ouest si nous voulons progresser dans d'autres domaines, notamment réaliser notre désir commun de freiner la course aux armements qui hypothèque tant de nos ressources et parvenir à des mesures concrètes de limitation des armements et de désarmement. Car, à mon avis, la compréhension mutuelle constitue le préalable indispensable à toute mesure de désarmement.

À cet égard, j'ai été heureux de constater la présence de scientifiques soviétiques à un atelier technique organisé récemment à Ottawa par le gouvernement du Canada. Cet atelier réunissait des experts en communication de données sismologiques venus de 16 pays pour discuter de l'échange de données sur les formes d'ondes sismiques comme moyen de vérifier un éventuel traité d'interdiction complète des essais. C'est aussi avec grande satisfaction que nous avons vu l'Union soviétique apporter son appui à la résolution présentée par le Canada aux Nations Unies sur le rôle de la vérification dans le processus de contrôle des armements et de désarmement. Ces contacts témoignent de l'utilité de la coopération dans ce domaine.

Mais si nous avons le désir de substituer la coopération à l'affrontement, nous ne saurions cependant fermer les yeux sur certaines situations qui sont aux antipodes de la justice ou qui font obstacle à la sécurité. Celles-ci doivent au contraire être reconnues et réglées de manière que puisse s'instaurer une sécurité véritable et durable. Cette approche holistique de la sécurité qui, comme je le disais tout à l'heure, englobe le développement socio-économique, les droits de l'homme, les intérêts de défense nationale et la recherche de mesures viables de contrôle des armements et de désarmement, se retrouve également, pour ce qui est du contexte européen, dans la participation du Canada au processus de la CSCE.

L'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), signé à Helsinki le 1^{er} août 1975, traite d'un grand nombre de questions qui reflètent les préoccupations politiques, militaires, économiques et humanitaires des États participants. La dimension humaine se retrouve dans le septième principe, qui porte sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales, dans un ou deux autres principes, et dans la troisième corbeille qui traite essentiellement des contacts entre les personnes - la réunion des familles et les visites sur la base des liens familiaux, la plus large diffusion de l'information, la coopération et les échanges dans les domaines de la culture et de l'éducation.

Dans son sens large, la dimension humaine s'inscrit en filigrane tout au long de l'Acte final. Celui-ci établit en effet que les simples citoyens, tout autant que les gouvernements, ont un rôle vital à jouer pour l'instauration de la stabilité et de la confiance dans le monde, et que la plus libre circulation des personnes, des idées et de l'information constitue un élément essentiel de tous les aspects de la sécurité et de la coopération en Europe. Je suis au regret de devoir dire ici que, depuis Helsinki, nous n'avons cessé d'être déçus par le comportement de certains pays pour ce qui est de l'exécution des engagements contractés dans l'Acte final.

Ainsi que l'a déclaré M. Clark à Vienne le mois dernier, lors de la séance plénière d'ouverture de la Réunion de suivi de la CSCE, le renforcement de la confiance entre l'Est et l'Ouest est au coeur même du processus de la CSCE, et le Canada est profondément engagé vis-à-vis de ce processus. M. Clark a ajouté par ailleurs, et je cite:

"Pour progresser, toutefois, nous devons nous attaquer à un problème de taille qui a un impact sur la confiance: en deux mots, la confiance présuppose le respect des engagements. À l'évidence, certains pays représentés ici aujourd'hui n'ont pas respecté bon nombre des engagements qu'ils ont assumés à Helsinki et à Madrid; en fait, dans certains cas, la situation s'est détériorée depuis 1975. On a ainsi perdu une excellente occasion de renforcer la sécurité et la coopération en Europe. Mais, chose plus grave, en n'exécutant pas les engagements qu'ils ont pris au niveau politique le plus élevé, ces pays ont contribué non pas à raffermir mais plutôt à saper la confiance dans le processus de la CSCE et, dans une large mesure, la confiance dans leur volonté réelle de respecter leurs autres engagements."

De l'avis du Canada, il faut que les États participants qui ont manqué jusqu'ici aux principes établis dans l'Acte d'Helsinki nous signalent clairement leur intention de respecter dorénavant les engagements contractés, et qu'ils prennent à cette fin des mesures réelles. Pour bon nombre de Canadiens, la confiance dans le processus de la CSCE dépendra principalement de la mesure dans laquelle il sera possible de concilier la contradiction entre les actions de ces États et le désir de détente qu'ils professent.

L'Acte final est indivisible, et la confiance dépend de l'accomplissement de progrès dans tous les domaines qu'il vise. Or, celui-ci consacre essentiellement trois types de relations qui sont indispensables au raffermissement de la sécurité: les relations entre les gouvernements, entre les gouvernements et leurs peuples, et entre les personnes. Les États signataires se sont engagés à favoriser les progrès à chacun de ces égards, car sans cela la sécurité serait irréalisable.

C'est cette quête de la sécurité véritable qui domine aujourd'hui les préoccupations internationales. Les antagonismes anciens doivent céder la place à un processus de réconciliation. Les échanges de plus en plus nombreux entre les peuples - culturels, religieux, sportifs, scientifiques, agricoles et commerciaux - nous amèneront à mieux nous comprendre et nous respecter les uns les autres en tant qu'êtres humains. Et ainsi, à mesure que se "réhumaniseront" les relations internationales à l'ère nucléaire, les pouvoirs politiques finiront par reconnaître la solidarité planétaire que nous devons tous protéger.